



Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Ecole de la Confiance... La formule pourrait paraître engageante. Hélas, les intentions et les faits ne plaident pas en faveur du Ministre notamment avec le projet de loi annoncée. Nous le savons, le ministre Blanquer n'a pas fait ses premières armes au ministère sous l'ère Macron.

Non ! C'est un vrai libéral installé dans le paysage ministériel national depuis de trop nombreuses années : tour à tour directeur adjoint du cabinet sous De Robien, puis Directeur Général de l'Enseignement Scolaire sous Chatel durant la présidence Sarkozy. Il est notamment l'inspirateur du projet de repérage dès la maternelle des enfants présentant des troubles qui avait provoqué l'indignation de la communauté éducative. Il est celui qui a répondu à l'invitation du mouvement « Sens Commun », (*à partir de ce moment le préfet a interrompu la lecture de notre déclaration liminaire*) dont on connaît les orientations politiques « éminemment progressistes ». Il est celui qui encourage et plébiscite l'enseignement privé sous contrat. Il est le ministre de la réforme du bac, contestée par la communauté éducative. Il est celui qui a supprimé 1800 postes dans le second degré malgré l'augmentation des effectifs pour les prochaines années. Il est le fossoyeur des dispositifs PMQC dans les écoles, de la poursuite de la casse des RASED... Il a bien fallu trouver les moyens de financer les dédoublement... Il est celui du dogmatisme sur l'apprentissage de la lecture. Il est celui qui souhaite instaurer l'école du socle regroupant écoles et collège au sein d'un même bassin sous l'autorité d'un chef d'établissement unique. Il est celui de la dégradation du pouvoir d'achat des personnels de la Fonction Publique et ainsi de leur déclassement, d'un projet de réforme de la formation avec une contractualisation accrue des personnels. Il est aussi celui de la restriction de la liberté d'expression des personnels.

Il y a deux jours de cela, c'est sous son ministère que l'amendement pour l'affichage des drapeaux national et européen dans les classes ainsi que les paroles de la marseillaise a été voté. La réponse aux idées nauséabondes véhiculées par une partie de la classe politique est erronée. Éduquer et rassembler, ce n'est pas qu'afficher certains symboles !

Sensibles à la devise de fraternité, nous dénonçons la politique de chasse aux sans-papiers, aux élèves et à leur famille qui bat son plein. Nous tenons à rappeler que les collègues qui accueillent ces élèves dans leur classe sont les témoins de situations dramatiques. Ils accompagnent, assistent, donnent de leur temps, parfois de leur argent. Nous rappelons que même si nous n'attendons pas de soutien du ministère de l'Éducation Nationale, et encore moins des pouvoirs publics, à la FSU nous soutenons les collègues et au-delà les citoyens dans leur engagement fraternel et humaniste. Être fonctionnaire, ce n'est pas qu'une affaire de loyauté.

On s'éloignerait du sujet de l'après-midi ? Non, pas vraiment. Que ce

soient les dotations pour le second degré, la carte scolaire pour le premier degré, la question de l'Indemnité représentative de logement ou la question des transports, c'est toujours la même logique, la rationalisation des coûts, la casse du service public qu'il soit d'éducation ou autre, et la même politique libérale déshumanisée. Ce n'est pas une surprise, nous voterons contre les mesures envisagées car nous ne partageons ni les orientations, ni les décisions. La FSU dénonce la continuité de ces politiques et ne sera jamais gestionnaire de celles-ci. Les « Gilets Jaunes », les « Stylos Rouges », des collectifs catégoriels ou collectifs citoyens sont dans l'action. Les syndicats poursuivent leurs luttes pour des revendications souvent communes dénonçant les pouvoirs des castes qui demeurent aveugles aux souffrances des populations et qui ne cessent d'accumuler et de s'accaparer les richesses.

Les décisions qui cautionnent et justifient les violences policières et la poursuite de l'utilisation des armes contre les manifestants sont à la hauteur des insuffisances politiques et économiques. Le choix de la dérive autoritaire amplifiée récemment par la loi en est la preuve.

La FSU est porteuse d'un mandat de lutte et élargissement face à une politique de communication autour d'un débat qui ne peut être que biaisé. Il est urgent et nécessaire de converger et de se rassembler afin de combattre ce fléau qui porte un nom : l'argent et le libéralisme. Comme le chante Gauvin Sers, nous sommes les oubliés...

Les représentants FSU